

éducation. Après la violente agression d'une élève de 13 ans à Montpellier

Les adolescents face aux réseaux sociaux, espace sans interdits

LES RÉSEAUX sociaux, un espace sans « interdits » pour les collégiens et propice au harcèlement ? L'agression d'une élève de 13 ans à Montpellier a relancé les débats sur la nocivité des contenus viraux et l'utilisation des plateformes par des adolescents souvent conscients des dangers.

Une violence qui déborde des écrans pour se déverser dans la vie réelle : l'agression de Samara, rouée de coups mardi devant son collègue montpelliérain par trois adolescents, a des airs de déjà-vu.

Selon le parquet de Montpellier, l'adolescente avait été victime d'« invectives » sur les réseaux sociaux.

« En l'état des investigations, il apparaît que cette agression s'inscrit dans le contexte d'un groupe d'adolescents qui avaient l'habitude de s'invectiver » sur les réseaux sociaux et d'y publier des photos, a détaillé Fabrice Belargent, le procureur de la République.

Au collège Arthur-Rimbaud, où est scolarisée la jeune fille, certains collégiens avouent être conscients des risques quand ils pénètrent sur les plateformes et réseaux sociaux, sans pour autant renoncer à les utiliser.

« J'ai peur que si j'envoie une photo compromettante (sur les réseaux), ça se retourne contre moi », confie Mohamed, 13 ans, en classe de 5^e.

Actif sur Instagram, TikTok et Snapchat, le garçon raconte avoir renoncé à publier une story où il apparaît torse nu par « honte » et crainte d'être cyberharcélé.

Son camarade Bilel, 12 ans, craint que ses photos ou messages envoyés « se retournent contre (lui) », que quelqu'un « l'envoie à tout le collègue et (lui) fasse des réputations ».

« Narcissisme »

Ce drame est né de « causes très légères », touchant à « un problème au niveau du narcissisme », ce qui est fréquent aujourd'hui dans les cas de cyberharcèlement, estime Samuel Comblez, direc-

teur des opérations du numéro dédié aux victimes et témoins de cyberharcèlement 30 18.

« Les enfants sont généralement dans un entre-soi sur les réseaux sociaux, sans possibilité qu'on leur rappelle les interdits », déplore le pédopsychiatre.

À Paris, Léo, élève en classe de sixième dans un établissement de l'est de la capitale, préfère se tenir loin des plateformes. Le garçon de 11 ans se dit harcelé verbalement et physiquement depuis deux mois par un groupe de sept élèves.

« Je ne vois pas l'utilité des réseaux et je préfère ne pas savoir ce qu'on dit sur moi », explique-t-il à voix basse, les mains fourrées dans ses poches.

À ses côtés, Yannis assure défendre son ami du cyberharcèlement : « personne n'a son numéro à part moi et je ne vais pas le donner à ceux qui harcèlent ».

« Marge de manoeuvre »

Difficile cependant de prévenir concrètement le fléau dans les établissements scolaires.

Comme dans ce collège parisien où l'équipe éducative tente d'agir contre un groupe Snapchat où un élève est visé par des insultes grossophobes.

« L'élève concerné nous a fait des captures d'écran des messages mais on n'a pas le droit de les lire sans l'accord des parents », explique Nicolas Moulet, assistant d'éducation dans l'établissement qui participe au programme ministériel PHARe contre le harcèlement scolaire.

« Sur les réseaux sociaux, on est limité par la loi, on n'a pas de marge de manoeuvre et ça peut être frustrant », poursuit le surveillant de 26 ans, qui dit avoir contribué à traiter une cinquantaine de cas de harcèlement depuis septembre.

Nora Fraisse, fondatrice de l'association « Marion la main tendue », pointe, elle, la responsabilité des parents, « qui imaginent souvent que leurs enfants, parce qu'ils sont nés avec un smartphone, savent se servir de cet outil ».

Résultat : « une banalisation de la violence verbale et physique » sur les réseaux et des problèmes liés aux plateformes dès la fin du CM2, constate-t-elle.

« Il y a beaucoup de violence qui passe par les écrans, par les réseaux sociaux », a résumé Emmanuel Macron vendredi, en visite dans une école élémentaire. Le président a demandé à une commission d'experts de lui formuler des propositions sur l'usage des écrans par les jeunes. Leurs recommandations sont attendues d'ici la fin avril.



Le passage à tabac de la jeune Samara, collégienne de 13 ans, relance le débat sur la violence engendrée par les réseaux sociaux. Même si les circonstances de son agression ne sont pas totalement tirées au

clair, un faux compte Snapchat serait à l'origine de la brouille entre l'adolescente et ses agresseurs, selon la mère de la jeune fille. (Photo d'illustration).